

Dettes : le scénario noir

L'Express estime que la France n'est pas à l'abri d'un scénario noir, citant notamment les propos d'Amélie de Montchalin sur le « risque de tutelle des institutions internationales, des institutions européennes, de nos créanciers ». Pour l'hebdomadaire, qui s'appuie sur les analyses d'économistes de Rexecode ou Fitch, stabiliser la dette publique relève de la gageure. « Si la trajectoire actuelle se poursuit, la facture pourrait avoisiner 100 milliards d'euros l'année prochaine », reconnaît-on à Bercy. Au cabinet d'Eric Lombard, on se refuse à croire au pire : « La menace d'une intervention du FMI ou de la BCE n'est pas imminente. Cependant, un tel scénario existe. Il est envisageable que, selon leurs prérogatives, ces institutions agiraient si nous perdions le contrôle de notre dette. Ce n'est pas ce qui nous attend aujourd'hui, d'autant que nous avons réussi à adopter un budget en 2025. Mais l'effort doit se poursuivre. » Le message est avant tout politique, pour provoquer une prise de conscience, juge Patrick Artus, conseiller économique d'Ossiam : « Amélie de Montchalin cherche à susciter une forme d'inquiétude pour faire passer ses mesures budgétaires auprès de l'opinion publique. Les Français ne perçoivent pas la gravité de la situation. » A court terme, ce sont surtout les marchés financiers qui pourraient perdre patience. Jusqu'à présent, la France a été relativement épargnée et plusieurs forces jouent en sa faveur, explique L'Express, avec les avis de S&P ou Eric Dor. Mais parmi les risques, l'hebdomadaire cite une dégradation d'un palier supplémentaire des agences de notation, un retour sur la réforme des retraites et le budget. Olivier Blanchard estime qu'une mise sous tutelle de la France par le FMI « n'est pas totalement à exclure » et dresse les scénarios possibles. Le plus inquiétant est celui d'une hausse des spreads sans provoquer un électrochoc politique. (L'Express, p.46)